

## Evolution des investissements directs en 2002

Le présent rapport commente les résultats de l'enquête sur les investissements directs en 2002. La première partie porte sur les investissements directs suisses à l'étranger. Elle indique les exportations de capitaux en cours d'année (acquisitions, crédits à des filiales, réinvestissements de bénéfiques), le volume des capitaux d'investissement direct en fin d'année (participations suisses dans des entreprises à l'étranger), les revenus de capitaux et l'effectif du personnel dans les implantations à l'étranger. Les investissements directs étrangers en Suisse font l'objet de la seconde partie du rapport. Les importations de capitaux, le volume des capitaux d'investissement direct (participations étrangères dans des entreprises en Suisse) et les revenus de capitaux en faveur de l'étranger y sont traités. Deux chapitres spéciaux sont consacrés aux investissements directs suisses dans les pays qui adhéreront à l'UE en 2004 et aux investissements directs en tant qu'indicateur de la mondialisation de l'économie.

## 1 Les investissements directs suisses à l'étranger

### Exportations de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger ont porté sur 12 milliards de francs en 2002, après 31 milliards l'année précédente. Un flux aussi faible n'avait plus été observé depuis 1993. Le repli est encore plus marqué par rapport à l'année 2000; les exportations de capitaux, stimulées par le boom mondial des reprises et fusions d'entreprises, avaient alors atteint 75 milliards de francs. La forte diminution, en 2002, des exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger est due en grande partie aux bénéfiques réinvestis qui, de positifs, sont devenus négatifs (perte de 9 milliards de francs). L'année précédente, les bénéfiques réinvestis avaient encore contribué à hauteur de 4 milliards de francs aux investissements directs à l'étranger. Les chiffres négatifs enregistrés en 2002 découlent des pertes subies par des participations dans le secteur des banques et des assurances. Le fléchissement des exportations de capitaux s'explique également par le remboursement de crédits à des maisons mères pour un montant de

4 milliards de francs. Les entreprises suisses ont cependant accru leurs exportations de capitaux en vue d'acquisitions; en effet, elles ont investi à l'étranger 25 milliards de francs, contre 22 milliards l'année précédente. Ce flux constitue un record, abstraction faite du montant exceptionnellement élevé de l'année 2000. Les entreprises établies en Suisse ont ainsi poursuivi la politique d'expansion à l'étranger qu'elles avaient amorcée dans les années nonante.

En 2002, les entreprises appartenant au groupe «Autres industries», qui comprend les branches de l'alimentation, de la construction et de l'électricité, ont exporté des capitaux pour 9 milliards de francs. La chimie a investi 3 milliards de francs à l'étranger, comme les sociétés financières et holdings. Les entreprises des transports et des «Autres services» ainsi que les compagnies d'assurances ont par contre procédé à des désinvestissements. Elles ont ainsi liquidé une partie des investissements très importants qu'elles avaient faits dans la seconde moitié des années nonante.

Les flux de capitaux vers les pays de l'UE ont porté sur 7 milliards de francs en 2002, contre 12 milliards l'année précédente. Les entreprises suisses ont investi 3 milliards de francs en Suède et 2 milliards tant aux Pays-Bas qu'en Belgique. Elles ont toutefois rapatrié 3 milliards de francs du Luxembourg; ces rapatriements ont été opérés avant tout par des sociétés financières et holdings. A la suite de pertes subies par les banques et les assurances, mais aussi de remboursements de crédits, les flux de capitaux vers les Etats-Unis ont fléchi considérablement, passant de 10 milliards en 2001 à 3 milliards de francs l'année suivante. Quant aux exportations de capitaux vers les autres régions, elles ont pour la plupart reculé elles aussi. Des progressions ont été observées dans les flux vers les économies émergentes d'Asie, qui se caractérisent par une forte croissance, les pays de l'AELE et ceux d'Europe centrale et orientale. En ce qui concerne cette dernière région, les entreprises suisses ont marqué une préférence pour les pays qui adhéreront à l'UE en 2004 (voir page 47).

### Volume des capitaux d'investissement direct

En 2002, le volume des capitaux suisses d'investissement direct à l'étranger a diminué de 15 milliards pour s'établir à 410 milliards de francs. Il a ainsi enre-

Investissements directs suisses à l'étranger en milliards de francs	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Variation en %
Exportations de capitaux	30,8	11,8	-61,6
Volume des capitaux d'investissement direct	425,3	409,7	-3,7
Revenus de capitaux	31,1	17,5	-43,8

r = Chiffres révisés

p = Chiffres provisoires

gistré son premier repli depuis que cette statistique est dressée, soit depuis 1985. Le recul est dû avant tout au fait que l'évaluation plus basse des capitaux d'investissement direct n'a pas été compensée par de nouveaux investissements. La faiblesse du dollar des Etats-Unis et des pertes subies par des filiales expliquent cette évaluation plus basse. Le volume des capitaux d'investissement direct des assurances a ainsi fléchi très fortement, passant de 105 milliards à fin 2001 à 80 milliards de francs à fin 2002. Des diminutions ont été observées également du côté des entreprises des transports et communications et des «Autres services» ainsi que des banques. Les sociétés financières et holdings ont en revanche accru le volume de leurs capitaux d'investissement direct à l'étranger, volume qui a passé de 105 milliards à fin 2001 à 114 milliards à fin 2002. Pour l'ensemble de l'industrie, le volume des capitaux d'investissement direct à l'étranger a augmenté de 7 milliards de francs. Ainsi, la part de l'industrie au total a marqué une légère progression, la première depuis 1995.

Le volume des capitaux suisses d'investissement direct aux Etats-Unis s'inscrivait à 81 milliards de francs. Par rapport à fin 2001, il a fléchi de 19 milliards de francs. La moitié environ de ce repli a découlé de l'évolution du cours du dollar. En revanche, le volume des capitaux d'investissement direct est resté presque inchangé dans la zone de l'UE et a augmenté tant dans les pays en transformation d'Europe centrale et orientale que dans les pays industrialisés hors d'Europe. Du côté des économies émergentes, on a enregistré un fort recul en Amérique du Sud, mais une légère progression en Asie. Le volume des capitaux d'investissement direct dans les centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud a

continué à croître pour atteindre 50 milliards de francs, soit 12% du total. Ces centres servent essentiellement de points de transit pour des investissements effectués finalement dans d'autres pays.

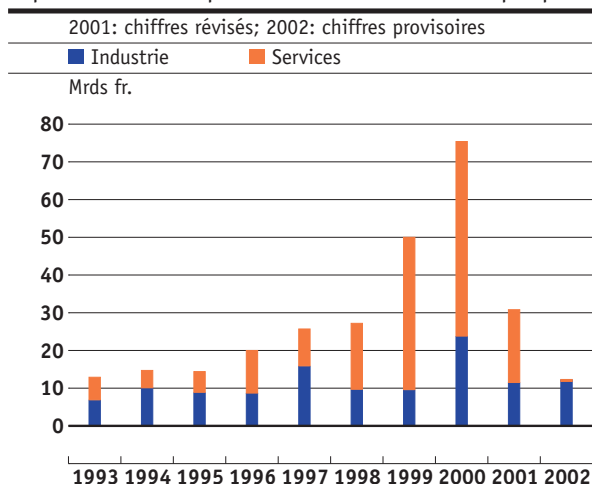
### Revenus de capitaux

Du fait de la détérioration des résultats dégagés par les implantations à l'étranger, les revenus tirés des capitaux suisses d'investissement direct ont fléchi, passant de 31 milliards en 2001 à 17 milliards de francs en 2002. Plusieurs branches ont même enregistré des résultats négatifs. Une fois encore, les sociétés financières et holdings ont généré une part (11 milliards de francs) prépondérante de ces revenus de capitaux.

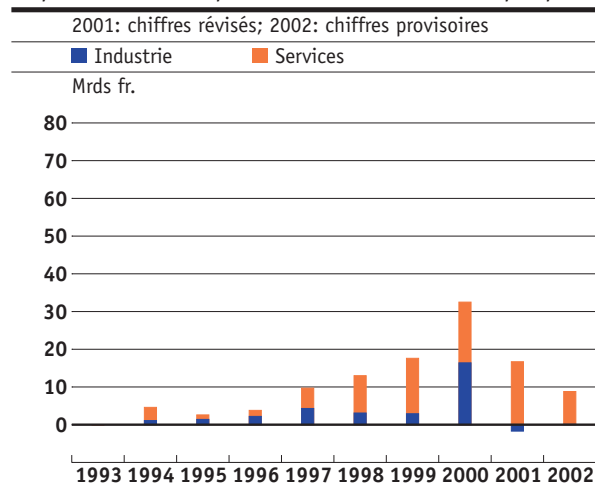
### L'effectif du personnel

A fin 2002, les entreprises suisses occupaient environ 1 800 000 personnes à l'étranger, soit 7% de plus qu'à fin 2001; la progression a découlé principalement d'acquisitions. La chimie, les «Autres industries», le commerce ainsi que les sociétés financières et holdings ont augmenté leurs effectifs dans des proportions supérieures à la moyenne. Dans les entreprises de la métallurgie et de l'électronique, le personnel a par contre nettement diminué. Une forte progression des emplois a été observée dans les pays d'Europe centrale et orientale, en particulier en Russie où l'effectif du personnel a triplé pour atteindre 38 000. En Chine, le nombre de personnes occupées par des entreprises suisses s'est accru d'un tiers, passant à 54 000. Dans les pays de l'UE, 800 000 personnes travaillaient pour des entreprises suisses. En un an, ce chiffre a progressé de 4% à la suite de l'évolution en France et en Allemagne.

Exportations de capitaux Graphique 1



Importations de capitaux Graphique 2



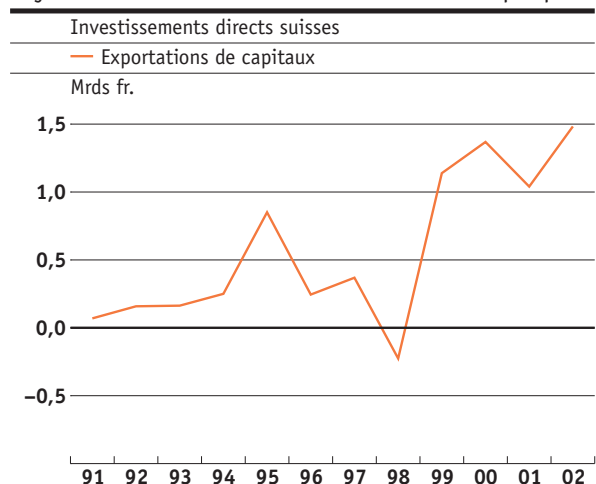
## Les investissements directs suisses dans les pays adhérant à l'UE en 2004

Le 1<sup>er</sup> mai 2004, dix pays (Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Malte et Chypre) rejoindront l'Union européenne. Depuis 1999, les entreprises suisses ont sensiblement renforcé leurs investissements directs dans ces pays. Du total des exportations de capitaux dont ces pays ont bénéficié depuis 1991, les trois quarts environ ont été opérés entre 1999 et 2002. Dans cette période, la progression a été également supérieure à ce qu'on a observé pour les autres régions. Cette évolution est d'autant plus remarquable que les flux d'investissements directs avaient alors atteint, sur le plan mondial, des niveaux élevés du fait de la vague de reprises et de fusions d'entreprises.

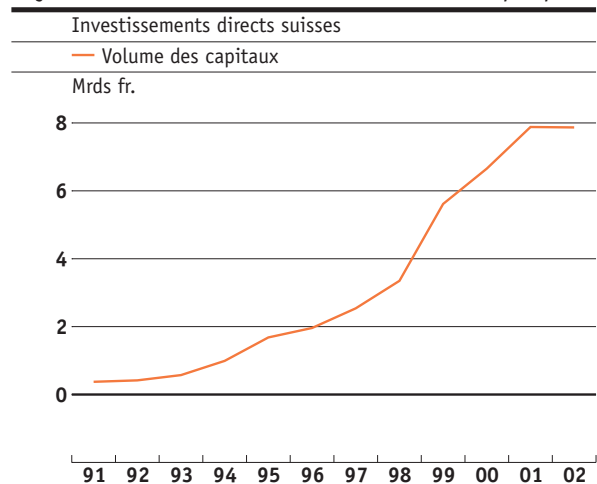
A fin 2002, les capitaux d'investissement direct suisses dans les pays qui adhéreront à l'UE en 2004 atteignaient 8 milliards de francs, soit 2% du volume total. En outre, l'effectif du personnel dans les implantations suisses s'élevait à 64 000, soit à 3% du total du personnel dans les entreprises d'investissement direct suisses à l'étranger. A fin 1991, les capitaux d'investissement direct suisses dans ces dix pays étaient inférieurs à un demi-milliard de francs, et environ 11 000 personnes travaillaient pour des entreprises suisses.

Les pays qui adhéreront à l'UE en 2004 peuvent être répartis en plusieurs catégories. La première englobe la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Ces pays ont bénéficié, au cours des dernières années, d'importants investissements directs opérés dans l'industrie comme dans les services. La deuxième catégorie est constituée de Malte et de Chypre, soit de deux pays dans lesquels ont investi essentiellement des banques. La troisième catégorie est formée des pays qui, à l'exception de la Slovénie, ont reçu relativement peu d'investissements directs suisses.

Pays adhérant à l'UE en 2004 Graphique 3



Pays adhérant à l'UE en 2004 Graphique 4



## 2 Les investissements directs étrangers en Suisse

### Importations de capitaux

En 2002, les importations de capitaux au titre des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 9 milliards de francs, leur montant le plus bas depuis 1996. Elles avaient atteint 33 milliards de francs – leur point culminant – en 2000 et 15 milliards en 2001. Leur fléchissement est dû à la forte régression des acquisitions faites en Suisse par des investisseurs directs étrangers.

Les fonds étrangers ont été investis principalement dans des holdings. En effet, les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont bénéficié, et de loin, de l'afflux le plus important, soit 8 milliards de francs. Par contre, des désinvestissements pour 1 milliard de francs ont été observés dans les assurances. La chimie a elle aussi enregistré des désinvestissements, tandis que les autres branches de l'industrie ont attiré, dans une faible mesure il est vrai, des fonds étrangers.

Les flux en provenance de l'UE ont fléchi, passant de 12 milliards en 2001 à 7 milliards de francs en 2002. Plusieurs pays de l'UE, qui avaient opéré des investissements en Suisse en 2001 encore, ont rapatrié des capitaux. Ainsi, les Pays-Bas ont rapatrié des capitaux après avoir effectué d'importantes acquisitions en 2001. Cette évolution a été compensée en partie par les investissements de la France et du Royaume-Uni, en progression d'une année à l'autre. Les flux de capitaux en provenance des Etats-Unis sont restés presque inchangés à environ 3 milliards de francs.

### Volume des capitaux d'investissement direct

Les capitaux étrangers d'investissement direct en Suisse s'élevaient à 173 milliards de francs à fin 2002 et dépassaient ainsi de 25 milliards le niveau observé un an auparavant. Les sociétés financières et holdings en mains étrangères ont été à peu près les seules bénéficiaires de la progression; leur volume de capitaux d'investissement direct étrangers s'est en effet accru, passant de 69 milliards à 93 milliards de francs. Ces capitaux étaient investis essentiellement par des groupes étrangers ayant établi un siège de holding en Suisse. Le volume des capitaux d'investissement direct d'origine américaine a augmenté de 14 milliards de francs, enregistrant ainsi le plus fort accroissement. La part des Etats-Unis au volume total des capitaux étrangers investis en Suisse a par conséquent progressé pour atteindre 38%. Les capitaux venant des pays de l'UE ont quant à eux marqué une hausse de 10 milliards de francs du fait en particulier d'entreprises britanniques, luxembourgeoises et françaises.

### Revenus de capitaux

Les revenus au titre des capitaux d'investissement direct étrangers en Suisse ont porté sur 9 milliards de francs en 2002, soit 4 milliards de moins qu'en 2001. De ce total, 7 milliards ont été transférés à l'étranger et 2 milliards de francs ont été réinvestis en Suisse. Dans le secteur des services, les revenus de capitaux se sont inscrits à 8 milliards de francs, soit un peu plus de la moitié du chiffre de l'année précédente. Quant à l'industrie, elle a tiré des revenus de 1 milliard de francs au titre des capitaux d'investissement direct étrangers en Suisse.

Investissements directs étrangers en Suisse en milliards de francs	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Variation en %
Importations de capitaux	14,9	8,8	-41,1
Volume des capitaux d'investissement direct	148,9	173,5	16,5
Revenus de capitaux	12,8	8,9	-30,5

r = Chiffres révisés

p = Chiffres provisoires

## Les investissements directs, un indicateur de la mondialisation de l'économie

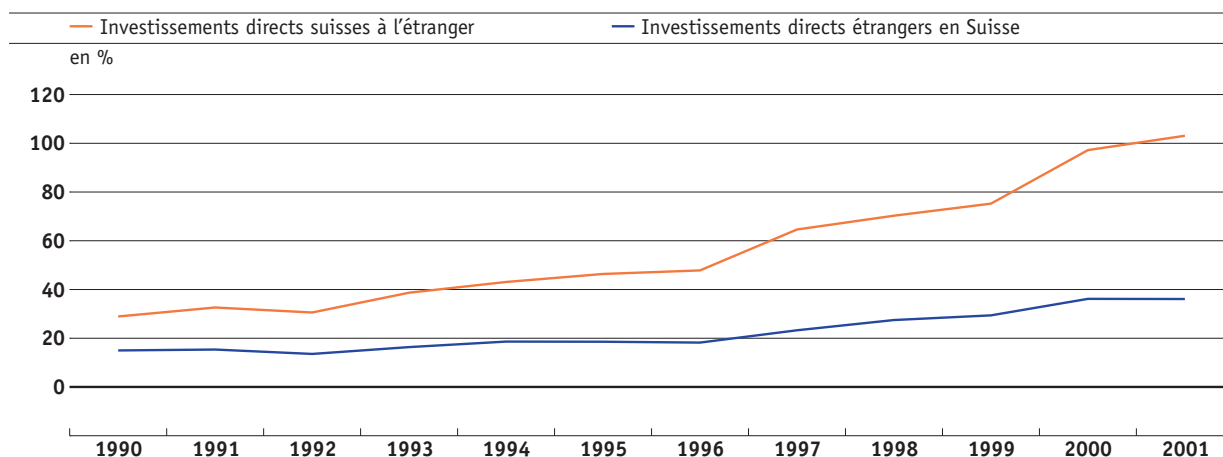
Sous l'angle économique, la mondialisation désigne une intensification des relations économiques entre pays et zones. Les investissements directs sont un indicateur important de la mondialisation. En règle générale, ils indiquent des relations directes, stables et durables entre des économies nationales et, dans ce domaine, des données comparables sont disponibles sur le plan mondial.

Le degré de mondialisation d'une économie nationale est souvent mesuré en prenant des données tirées de la statistique des investissements directs et en les exprimant en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) nominal. L'indicateur en question est établi pour les flux d'investissements directs, le volume

des capitaux d'investissement direct ou les revenus au titre des investissements directs. Le volume des capitaux d'investissement direct, exprimé en pourcentage du PIB, se prête particulièrement bien à une analyse à plus long terme. En 1990, le volume des capitaux d'investissement direct suisses à l'étranger correspondait à 29% du PIB de la Suisse; en 2001, ce pourcentage atteignait 103%. Les capitaux d'investissement direct étrangers en Suisse représentaient 15% du PIB suisse en 1990 et 36% en 2001. Selon cet indicateur, l'économie suisse s'est fortement mondialisée dans cette période. Des comparaisons avec d'autres pays industrialisés montrent que la Suisse, en 2001, était dans le peloton de tête en ce qui concerne le rapport entre les investissements directs à l'étranger et le PIB et qu'elle était dans la moyenne supérieure pour ce qui a trait au rapport entre les investissements directs étrangers et le PIB.

Volume des capitaux en % du PIB suisse

Graphique 5



# Commentaires

## Définition

Celui qui effectue un investissement direct veut influencer directement et durablement sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a un investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe pour au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger.

## Enquêtes

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et de trimestre.

## Fondements juridiques

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur l'article 2 de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale. L'ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux charge la Banque nationale de l'enquête. La participation aux enquêtes est obligatoire pour toutes les entreprises ayant des capitaux d'investissement direct de plus de 10 millions de francs.

## Objet des enquêtes

L'enquête annuelle porte sur le volume des capitaux d'investissement direct (participations aux fonds propres et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes, ainsi que sur les bénéfices réinvestis. Ceux-ci représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à exporter, au sens strict, des capitaux. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur l'effectif de leur personnel en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissement direct à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par des investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

## Evaluation des capitaux d'investissement direct en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs marchandes.

## Rapport entre la variation du volume des capitaux d'investissement direct et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux influent sur le volume des capitaux d'investissement direct, on ne peut, à partir d'une variation du volume, tirer des conclusions immédiates sur les flux de capitaux et inversement. Les variations du volume proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, le volume peut varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le «good-will» ou survaleur (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation du volume des investissements. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux.

## Répartition géographique

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on tient compte autant que possible du pays du bénéficiaire final («last beneficial owner»). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être appliqué dans chaque cas. Dans les investissements directs étrangers en Suisse, la répartition est toujours faite en fonction du pays de l'investisseur immédiat.

## Répartition par branches

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

## Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Trois autres publications de la BNS contiennent des données sur les investissements directs. Elles peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS ([www.snb.ch](http://www.snb.ch)), sous la rubrique «Publications».

### **Estimations trimestrielles de la balance des paiements**

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs, sont disponibles trois mois environ après la fin de chaque trimestre.

### **Balance suisse des paiements**

La Balance suisse des paiements paraît en septembre; des données annuelles récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par secteurs et par pays, y sont publiées.

### **Bulletin mensuel de statistiques économiques (version Internet), tableaux Q3, R et S**

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par secteurs. De plus, des séries portant sur une longue période y sont disponibles.



## Définition des pays et des régions (selon Eurostat)

<b>Définition des pays</b>	
<b>Danemark</b>	Jusqu'en 1999, y compris les îles Féroé et le Groenland.
<b>France</b>	Y compris Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que, depuis 2000, Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.
<b>Portugal</b>	Y compris les Açores et Madère.
<b>Espagne</b>	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
<b>Royaume-Uni</b>	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord ainsi que, jusqu'en 1999, les îles Anglo-Normandes et l'île de Man.
<b>Yougoslavie</b>	Englobe la Serbie et le Monténégro.
<b>Etats-Unis</b>	Y compris Porto Rico et Navassa.
<b>Nouvelle-Zélande</b>	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes, Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
<b>Malaisie</b>	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
<b>Taiwan</b>	Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
<b>Inde</b>	Y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
<b>Indonésie</b>	Y compris le Timor oriental.
<b>Emirats arabes unis</b>	Abou Dabî, Doubaï, Chârdja, Adjmân, Omm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
<b>Maroc</b>	Y compris le Sahara occidental.

<b>Définition des régions</b>	
<b>AELE</b>	Englobe la Norvège (y compris Svalbard ainsi que Jan Mayen) et l'Islande, sans le Liechtenstein qui est rattaché à la Suisse pour ce qui a trait aux statistiques.
<b>Europe centrale et orientale</b>	Englobe, outre les pays mentionnés: Albanie, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Etats baltes, Yougoslavie, Macédoine, Moldavie, Roumanie, Slovénie et Ukraine.
<b>Reste de l'Europe</b>	Englobe, outre les pays mentionnés: Andorre, Gibraltar, Malte, Saint-Marin, Saint-Siège (Vatican) et Chypre ainsi que, jusqu'en 1999, Monaco. Englobe également, à partir de 2000, les îles Anglo-Normandes, l'île de Man et les îles Féroé.
<b>Amérique du Nord</b>	Englobe les Etats-Unis, le Canada et, depuis 2000, le Groenland.
<b>Pays en développement Asie</b>	Englobent, outre les pays mentionnés: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Brunei, Territoire palestinien occupé, Géorgie, Irak, Iran, Israël, Yémen, Jordanie, Cambodge, Kazakhstan, Qatar, Kirghizistan, République populaire démocratique de Corée, Koweït, Laos, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Océanie (sans l'Australie et la Nouvelle-Zélande), Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.
<b>Pays en développement Amérique centrale et du Sud</b>	Englobent, outre les pays mentionnés: Bolivie, Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago, et, jusqu'en 1999, également Guadeloupe, Martinique et Guyane française.
<b>Centres financiers offshore</b>	Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.
<b>Pays en développement Afrique</b>	Englobent, outre les pays mentionnés: Algérie, Angola, Guinée équatoriale, Ethiopie, Bénin, Botswana, Territoire britannique de l'océan Indien, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Erythrée, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Cameroun, Cap-Vert, Kenya, Comores, Congo, République démocratique du Congo, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Rwanda, Zambie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Zimbabwe, Somalie, Sainte-Hélène, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tchad, Tunisie, Ouganda, République Centrafricaine ainsi que, jusqu'en 1999, Réunion.

## Liste des tableaux

### **Investissements directs suisses à l'étranger**

Tableau 1.1: Répartition par pays des exportations de capitaux	Page 54
Tableau 1.2: Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 56
Tableau 1.3: Répartition par pays de l'effectif du personnel	Page 58
Tableau 1.4: Exportations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 60
Tableau 1.5: Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 60
Tableau 1.6: Effectif du personnel, par branches et par secteurs	Page 61
Tableau 1.7: Exportations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 62
Tableau 1.8: Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 64

### **Investissements directs étrangers en Suisse**

Tableau 2.1: Répartition par pays des importations de capitaux	Page 65
Tableau 2.2: Répartition par pays de l'état à la fin de l'année	Page 66
Tableau 2.3: Importations de capitaux, par branches et par secteurs	Page 67
Tableau 2.4: Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs	Page 67
Tableau 2.5: Importations de capitaux selon le type de capital et par groupes de pays	Page 68
Tableau 2.6: Revenus de capitaux, par branches et par secteurs	Page 70

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Répartition par pays des exportations de capitaux<sup>1, 2</sup> en millions de francs**

Tableau 1.1

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>16 090</b>	<b>38 128</b>	<b>63 693</b>	<b>23 631</b>	<b>12 618</b>
<b>UE</b>	<b>10 154</b>	<b>21 359</b>	<b>23 537</b>	<b>11 632</b>	<b>7 271</b>
Belgique	349	1 179	4 429	-545	2 030
Danemark	-31	280	-167	-29	56
Allemagne	889	5 799	-1 113	5 696	240
Finlande	224	126	263	99	-7
France <sup>3</sup>	333	827	-933	-1 582	1 076
Grèce	205	179	355	167	241
Irlande	-54	5 446	1 303	-4 713	147
Italie	-197	192	-222	1 958	773
Luxembourg	1 651	-47	3 440	7 825	-2 956
Pays-Bas	1 003	1 716	3 227	167	1 505
Autriche	344	515	100	399	431
Portugal	-69	561	1 594	270	-28
Suède	844	-656	328	-165	2 995
Espagne	377	-545	97	1 382	480
Royaume-Uni <sup>4</sup>	4 287	5 788	10 836	703	288
<b>AELE</b>	<b>-93</b>	<b>362</b>	<b>-1 208</b>	<b>247</b>	<b>791</b>
<b>Europe centrale et orientale, dont</b>	<b>1 175</b>	<b>1 174</b>	<b>1 095</b>	<b>1 589</b>	<b>1 710</b>
Croatie	70	-44	16	21	7
Pologne	208	473	586	209	-152
Fédération de Russie	335	599	-7	696	151
République tchèque	356	-64	183	274	55
Slovaquie	21	38	13	9	53
Hongrie	-76	100	77	172	28
<b>Reste de l'Europe<sup>5</sup>, dont</b>	<b>-449</b>	<b>744</b>	<b>5 954</b>	<b>-61</b>	<b>63</b>
Turquie	296	-95	-242	-158	246
<b>Amérique du Nord</b>	<b>4 458</b>	<b>13 640</b>	<b>34 232</b>	<b>9 728</b>	<b>3 238</b>
Canada	1 232	83	553	108	284
Etats-Unis	3 226	13 557	33 678	9 620	2 954
<b>Autres pays industrialisés non européens</b>	<b>845</b>	<b>850</b>	<b>83</b>	<b>496</b>	<b>-455</b>
Australie	572	322	-267	-66	439
Japon	124	628	336	487	-640
Nouvelle-Zélande	11	-215	-3	22	-15
Afrique du Sud	138	116	18	54	-238

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>6 932</b>	<b>6 244</b>	<b>2 014</b>	<b>730</b>	<b>-266</b>
<b>Asie</b>	<b>5 689</b>	<b>4 949</b>	<b>838</b>	<b>227</b>	<b>716</b>
Hong Kong	447	665	-63	258	-202
Corée (Sud)	283	179	184	86	-11
Malaisie	102	227	-25	67	-34
Philippines	1 169	57	313	98	-272
Singapour	3 173	3 811	222	-523	1 037
Taiwan	121	92	160	34	31
Thaïlande	395	-82	46	206	167
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 243</b>	<b>1 295</b>	<b>1 177</b>	<b>503</b>	<b>-982</b>
Argentine	321	-103	48	533	-542
Brésil	446	844	246	-808	-616
Chili	-178	17	-27	-163	-8
Mexique	654	537	910	941	184
<b>3. Pays en développement</b>	<b>4 187</b>	<b>5 614</b>	<b>9 739</b>	<b>6 421</b>	<b>-541</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>441</b>	<b>-21</b>	<b>251</b>	<b>631</b>	<b>-35</b>
Chine (Rép. pop.)	123	-143	212	181	-64
Inde	29	-59	-43	139	76
Indonésie	90	10	-22	156	36
Liban	-2	-13	-143	12	17
Pakistan	-17	7	59	42	18
Arabie saoudite	-2	60	-83	-6	7
Émirats arabes unis	11	19	85	55	-51
Vietnam	-2	-18	-33	-19	-40
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>3 645</b>	<b>5 343</b>	<b>9 233</b>	<b>5 702</b>	<b>-254</b>
Costa Rica	-26	0	-17	13	17
Équateur	10	20	23	55	42
Guatemala	-4	22	-97	-8	-8
Colombie	387	115	-109	-70	-189
Pérou	-25	47	57	36	-42
Uruguay	284	291	299	90	152
Venezuela	61	11	127	176	-239
Centres financiers offshore <sup>6</sup>	2 991	4 703	8 794	5 546	-512
<b>Afrique, dont</b>	<b>102</b>	<b>293</b>	<b>255</b>	<b>89</b>	<b>-253</b>
Égypte	57	93	11	82	48
Côte d'Ivoire	51	-26	-47	-6	-93
Maroc	12	2	-30	37	25
Nigéria	5	-7	4	8	3
<b>Ensemble des pays</b>	<b>27 209</b>	<b>49 986</b>	<b>75 446</b>	<b>30 782</b>	<b>11 811</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

6 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises,

Panama, Saint-Kitts-et-Nevis; depuis 2000, y compris îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos.

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Répartition par pays de l'état<sup>1</sup> à la fin de l'année** en millions de francs

Tableau 1.2

	1998	1999	2000	2001 <sup>f</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>197 861</b>	<b>241 873</b>	<b>304 160</b>	<b>329 305</b>	<b>311 629</b>	<b>76,1</b>
<b>UE</b>	<b>119 025</b>	<b>149 983</b>	<b>166 285</b>	<b>180 530</b>	<b>179 839</b>	<b>43,9</b>
Belgique	3 396	4 924	11 364	10 823	11 949	2,9
Danemark	632	1 187	990	1 226	1 298	0,3
Allemagne	18 901	26 784	22 854	27 630	27 673	6,8
Finlande	1 387	1 794	1 885	2 197	2 015	0,5
France <sup>2</sup>	13 640	16 594	18 795	17 495	20 110	4,9
Grèce	398	2 317	1 882	1 821	1 748	0,4
Irlande	5 478	10 282	12 329	10 255	7 836	1,9
Italie	7 607	9 766	7 911	8 828	10 039	2,5
Luxembourg	6 005	7 849	16 646	24 501	18 746	4,6
Pays-Bas	16 826	18 869	20 165	17 845	19 951	4,9
Autriche	3 123	4 434	4 669	4 782	4 636	1,1
Portugal	995	1 747	1 930	1 821	1 849	0,5
Suède	3 420	2 005	1 835	5 090	4 855	1,2
Espagne	4 651	5 574	4 818	6 408	7 771	1,9
Royaume-Uni <sup>3</sup>	32 567	35 858	38 213	39 808	39 363	9,6
<b>AELE</b>	<b>1 485</b>	<b>3 129</b>	<b>3 274</b>	<b>3 679</b>	<b>3 180</b>	<b>0,8</b>
<b>Europe centrale et orientale, dont</b>	<b>4 462</b>	<b>6 156</b>	<b>6 549</b>	<b>8 361</b>	<b>8 965</b>	<b>2,2</b>
Croatie	117	159	217	241	157	0,0
Pologne	1 062	1 667	2 167	2 469	2 296	0,6
Fédération de Russie	748	1 197	733	1 597	1 362	0,3
République tchèque	1 648	1 625	1 779	1 952	2 011	0,5
Slovaquie	103	157	147	166	180	0,0
Hongrie	328	868	999	1 228	660	0,2
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup>, dont</b>	<b>1 082</b>	<b>2 727</b>	<b>22 809</b>	<b>22 331</b>	<b>21 087</b>	<b>5,1</b>
Turquie	725	1 019	1 050	1 010	1 042	0,3
<b>Amérique du Nord</b>	<b>63 934</b>	<b>68 986</b>	<b>95 975</b>	<b>104 742</b>	<b>83 982</b>	<b>20,5</b>
Canada	6 276	3 511	5 284	4 077	2 811	0,7
Etats-Unis	57 658	65 475	90 691	100 665	81 171	19,8
<b>Autres pays industrialisés non européens</b>	<b>7 874</b>	<b>10 892</b>	<b>9 268</b>	<b>9 662</b>	<b>14 576</b>	<b>3,6</b>
Australie	3 147	3 923	3 154	3 484	5 187	1,3
Japon	3 730	5 187	4 702	4 673	7 917	1,9
Nouvelle-Zélande	125	451	93	259	220	0,1
Afrique du Sud	872	1 331	1 318	1 246	1 252	0,3

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>25 711</b>	<b>31 929</b>	<b>33 480</b>	<b>35 534</b>	<b>32 301</b>	<b>7,9</b>
<b>Asie</b>	<b>16 804</b>	<b>20 805</b>	<b>20 825</b>	<b>22 333</b>	<b>23 296</b>	<b>5,7</b>
Hong Kong	2 064	2 316	2 683	2 825	2 936	0,7
Corée (Sud)	692	997	1 050	831	1 122	0,3
Malaisie	901	937	1 432	1 399	1 163	0,3
Philippines	1 281	1 433	1 677	1 999	2 044	0,5
Singapour	10 755	13 779	12 298	13 056	14 345	3,5
Taiwan	480	631	852	901	732	0,2
Thaïlande	631	712	832	1 322	955	0,2
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>8 908</b>	<b>11 124</b>	<b>12 655</b>	<b>13 201</b>	<b>9 005</b>	<b>2,2</b>
Argentine	1 085	1 317	1 782	1 701	654	0,2
Brésil	4 375	5 072	5 707	5 636	3 717	0,9
Chili	686	828	790	831	436	0,1
Mexique	2 762	3 907	4 377	5 033	4 198	1,0
<b>3. Pays en développement</b>	<b>30 024</b>	<b>37 457</b>	<b>44 271</b>	<b>60 441</b>	<b>65 725</b>	<b>16,0</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>3 441</b>	<b>4 116</b>	<b>4 808</b>	<b>5 583</b>	<b>5 439</b>	<b>1,3</b>
Chine (Rép. pop.)	1 362	1 403	1 583	2 061	1 911	0,5
Inde	448	529	408	567	620	0,2
Indonésie	297	391	511	627	908	0,2
Liban	120	120	104	127	0	0,0
Pakistan	118	192	211	236	260	0,1
Arabie saoudite	253	323	326	224	184	0,0
Emirats arabes unis	114	143	213	327	416	0,1
Vietnam	128	128	112	159	47	0,0
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>24 964</b>	<b>30 721</b>	<b>36 221</b>	<b>51 702</b>	<b>58 042</b>	<b>14,2</b>
Costa Rica	138	180	130	158	217	0,1
Equateur	299	376	441	439	453	0,1
Guatemala	118	145	88	80	133	0,0
Colombie	974	1 166	1 092	1 151	1 208	0,3
Pérou	192	261	310	291	262	0,1
Uruguay	307	447	421	414	586	0,1
Venezuela	621	696	1 116	1 163	664	0,2
Centres financiers offshore <sup>5</sup>	22 098	26 993	31 778	46 447	49 808	12,2
<b>Afrique, dont</b>	<b>1 619</b>	<b>2 621</b>	<b>3 242</b>	<b>3 157</b>	<b>2 244</b>	<b>0,5</b>
Egypte	354	472	605	602	413	0,1
Côte d'Ivoire	101	114	113	117	61	0,0
Maroc	330	318	294	288	210	0,1
Nigéria	26	35	15	31	34	0,0
<b>Ensemble des pays</b>	<b>253 596</b>	<b>311 258</b>	<b>381 910</b>	<b>425 280</b>	<b>409 655</b>	<b>100,0</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

3 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

4 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

5 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis;

depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turcs et Caicos.

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Répartition par pays de l'effectif du personnel<sup>1</sup> à la fin de l'année**

Tableau 1.3

	1998	1999	2000	2001 <sup>f</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>1 219 740</b>	<b>1 241 472</b>	<b>1 339 586</b>	<b>1 298 961</b>	<b>1 376 827</b>	<b>75,4</b>
<b>UE</b>	<b>778 499</b>	<b>780 845</b>	<b>811 080</b>	<b>767 683</b>	<b>800 693</b>	<b>43,8</b>
Belgique	25 125	25 899	30 431	23 107	24 534	1,3
Danemark	11 356	11 223	10 439	14 766	13 204	0,7
Allemagne	268 107	249 165	254 010	215 655	225 573	12,3
Finlande	13 793	13 607	14 844	15 668	15 891	0,9
France <sup>2</sup>	121 377	132 421	134 392	136 930	149 003	8,2
Grèce	8 397	8 392	9 108	8 844	9 211	0,5
Irlande	4 347	5 332	4 807	6 075	5 359	0,3
Italie	56 795	58 581	62 650	64 568	63 886	3,5
Luxembourg	1 852	2 487	2 529	2 379	2 499	0,1
Pays-Bas	32 380	31 441	30 594	27 860	34 318	1,9
Autriche	27 775	33 001	35 668	34 870	30 906	1,7
Portugal	9 291	10 172	9 959	10 235	13 629	0,7
Suède	37 057	32 572	29 596	28 292	27 086	1,5
Espagne	45 568	44 383	56 676	58 830	59 500	3,3
Royaume-Uni <sup>3</sup>	115 281	122 172	125 379	119 606	126 093	6,9
<b>AELE</b>	<b>12 631</b>	<b>12 621</b>	<b>12 526</b>	<b>13 238</b>	<b>12 732</b>	<b>0,7</b>
<b>Europe centrale et orientale, dont</b>	<b>77 213</b>	<b>73 059</b>	<b>84 648</b>	<b>87 574</b>	<b>124 284</b>	<b>6,8</b>
Croatie	2 540	2 170	2 870	3 237	3 035	0,2
Pologne	23 193	19 893	22 875	19 944	21 215	1,2
Fédération de Russie	8 836	9 692	10 889	12 311	37 616	2,1
République tchèque	18 768	15 982	18 023	19 148	20 390	1,1
Slovaquie	3 185	3 905	3 653	3 393	4 183	0,2
Hongrie	9 692	9 581	11 483	11 735	12 882	0,7
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup>, dont</b>	<b>9 750</b>	<b>10 858</b>	<b>11 569</b>	<b>10 713</b>	<b>11 528</b>	<b>0,6</b>
Turquie	9 129	10 228	9 824	9 266	9 774	0,5
<b>Amérique du Nord</b>	<b>268 176</b>	<b>291 243</b>	<b>341 894</b>	<b>339 827</b>	<b>335 772</b>	<b>18,4</b>
Canada	26 744	28 011	34 823	28 859	29 656	1,6
Etats-Unis	241 432	263 232	307 071	310 968	306 117	16,8
<b>Autres pays industrialisés non européens</b>	<b>73 471</b>	<b>72 847</b>	<b>77 871</b>	<b>79 925</b>	<b>91 819</b>	<b>5,0</b>
Australie	27 338	24 651	26 709	24 986	26 325	1,4
Japon	21 749	24 060	28 112	29 344	35 734	2,0
Nouvelle-Zélande	4 006	3 223	3 355	4 285	3 851	0,2
Afrique du Sud	20 378	20 913	19 695	21 311	25 909	1,4

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>223 014</b>	<b>224 915</b>	<b>240 231</b>	<b>236 466</b>	<b>241 399</b>	<b>13,2</b>
<b>Asie</b>	<b>107 689</b>	<b>102 073</b>	<b>116 809</b>	<b>118 222</b>	<b>122 719</b>	<b>6,7</b>
Hong Kong	14 319	14 016	15 276	14 901	16 553	0,9
Corée (Sud)	4 007	4 716	5 394	5 327	6 227	0,3
Malaisie	15 982	13 035	18 974	18 587	21 011	1,2
Philippines	13 293	13 050	12 579	13 027	13 297	0,7
Singapour	18 945	19 137	20 348	18 898	19 298	1,1
Taiwan	10 424	9 887	9 968	10 520	10 197	0,6
Thaïlande	30 720	28 232	34 270	36 962	36 137	2,0
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>115 325</b>	<b>122 842</b>	<b>123 422</b>	<b>118 244</b>	<b>118 680</b>	<b>6,5</b>
Argentine	11 961	12 995	13 358	12 406	12 883	0,7
Brésil	67 552	72 322	72 939	70 019	70 698	3,9
Chili	10 622	9 819	9 588	9 366	8 800	0,5
Mexique	25 190	27 706	27 538	26 453	26 300	1,4
<b>3. Pays en développement</b>	<b>169 191</b>	<b>174 569</b>	<b>183 205</b>	<b>189 350</b>	<b>208 513</b>	<b>11,4</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>89 994</b>	<b>94 790</b>	<b>100 797</b>	<b>103 394</b>	<b>121 797</b>	<b>6,7</b>
Chine (Rép. pop.)	32 795	37 457	40 291	40 496	54 514	3,0
Inde	21 604	19 443	20 146	20 274	20 979	1,1
Indonésie	10 031	10 021	11 375	10 834	13 444	0,7
Liban	872	909	716	619	743	0,0
Pakistan	3 521	4 298	4 853	5 159	5 271	0,3
Arabie saoudite	3 255	2 866	2 658	3 490	3 669	0,2
Emirats arabes unis	1 427	1 190	1 123	1 301	1 829	0,1
Vietnam	4 567	5 086	5 189	5 678	6 159	0,3
<b>Amérique centrale et du Sud, dont</b>	<b>36 376</b>	<b>41 346</b>	<b>38 770</b>	<b>43 532</b>	<b>41 426</b>	<b>2,3</b>
Costa Rica	3 032	2 856	2 313	2 361	2 200	0,1
Equateur	2 911	3 418	3 316	3 842	4 118	0,2
Guatemala	1 481	1 539	1 627	1 438	1 613	0,1
Colombie	7 292	8 479	8 440	9 129	6 793	0,4
Pérou	3 736	3 895	3 676	4 118	4 680	0,3
Uruguay	869	858	934	924	872	0,0
Venezuela	8 092	8 493	7 782	8 869	8 111	0,4
Centres financiers offshore <sup>5</sup>	5 743	6 122	5 674	7 566	6 529	0,4
<b>Afrique, dont</b>	<b>42 821</b>	<b>38 433</b>	<b>43 638</b>	<b>42 425</b>	<b>45 290</b>	<b>2,5</b>
Egypte	9 793	8 428	8 450	8 290	8 027	0,4
Côte d'Ivoire	2 517	2 217	2 906	2 424	2 263	0,1
Maroc	3 652	3 489	3 467	3 201	3 310	0,2
Nigéria	6 047	5 505	6 763	3 938	3 422	0,2
<b>Ensemble des pays</b>	<b>1 611 945</b>	<b>1 640 957</b>	<b>1 763 022</b>	<b>1 724 777</b>	<b>1 826 738</b>	<b>100,0</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

3 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

4 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

5 Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Jamaïque, îles Caïmans, Montserrat, Antilles néerlandaises, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis;

depuis 2000, y compris îles Vierges des États-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos.

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires



**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Exportations de capitaux, par branches et par secteurs<sup>1</sup>** en millions de francs

Tableau 1.4

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Industrie</b>	<b>9 640</b>	<b>9 477</b>	<b>23 726</b>	<b>11 393</b>	<b>12 182</b>
Textile et habillement	623	395	-90	-279	157
Chimie et plastique	5 156	6 430	17 695	1 499	2 762
Métallurgie et machines	1 421	659	173	4 797	-488
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-890	1 007	2 395	1 788	681
Autres industries et bâtiment	3 329	986	3 555	3 588	9 069
<b>Services</b>	<b>17 569</b>	<b>40 509</b>	<b>51 720</b>	<b>19 389</b>	<b>-371</b>
Commerce	2 376	2 805	-656	1 080	314
Sociétés financières et holdings	6 559	14 067	4 813	8 694	2 504
dont en mains étrangères <sup>2</sup>	3 870	11 480	2 519	7 770	1 312
Banques	-321	6 082	31 059	-928	-1
Assurances	8 034	9 910	14 042	7 493	-573
Transports et communications	859	3 524	196	1 521	-1 383
Autres services	62	4 121	2 266	1 528	-1 232
<b>Total</b>	<b>27 209</b>	<b>49 986</b>	<b>75 446</b>	<b>30 782</b>	<b>11 811</b>

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 1.5

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>Industrie</b>	<b>106 858</b>	<b>106 978</b>	<b>125 393</b>	<b>129 068</b>	<b>135 914</b>	<b>33,2</b>
Textile et habillement	1 771	2 164	2 093	1 451	1 367	0,3
Chimie et plastique	44 712	42 358	56 178	59 630	62 272	15,2
Métallurgie et machines	17 071	17 423	17 894	20 872	20 702	5,1
Electronique, énergie, optique et horlogerie	19 131	16 015	15 942	14 050	15 454	3,8
Autres industries et bâtiment	24 174	29 019	33 286	33 065	36 119	8,8
<b>Services</b>	<b>146 738</b>	<b>204 280</b>	<b>256 518</b>	<b>296 212</b>	<b>273 741</b>	<b>66,8</b>
Commerce	8 846	12 750	11 790	12 358	12 274	3,0
Sociétés financières et holdings	55 426	80 924	90 432	104 805	113 903	27,8
dont en mains étrangères <sup>2</sup>	47 336	64 528	69 898	86 442	92 611	22,6
Banques	18 651	25 198	54 231	55 668	54 159	13,2
Assurances	55 667	67 252	85 914	104 511	80 218	19,6
Transports et communications	3 253	7 009	3 571	8 118	4 168	1,0
Autres services	4 895	11 148	10 580	10 753	9 020	2,2
<b>Total</b>	<b>253 596</b>	<b>311 258</b>	<b>381 910</b>	<b>425 280</b>	<b>409 655</b>	<b>100,0</b>

1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

2 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

r Chiffres révisés  
p Chiffres provisoires

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Effectif du personnel, par branches et par secteurs (à la fin de l'année)**

Tableau 1.6

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>Industrie</b>	<b>954 353</b>	<b>942 126</b>	<b>993 244</b>	<b>1 001 153</b>	<b>1 039 836</b>	<b>56,9</b>
Textile et habillement	55 379	53 397	53 592	49 033	50 745	2,8
Chimie et plastique	204 570	205 947	236 454	217 904	250 750	13,7
Métallurgie et machines	166 505	165 450	178 548	194 307	183 979	10,1
Electronique, énergie, optique et horlogerie	241 700	230 439	238 455	239 692	225 663	12,4
Autres industries et bâtiment	286 199	286 893	286 196	300 217	328 700	18,0
<b>Services</b>	<b>657 591</b>	<b>698 831</b>	<b>769 778</b>	<b>723 624</b>	<b>786 902</b>	<b>43,1</b>
Commerce	64 534	70 238	66 415	80 140	109 533	6,0
Sociétés financières et holdings	330 122	335 783	366 942	286 633	324 147	17,7
dont en mains étrangères <sup>1</sup>	308 104	297 765	314 159	250 710	283 496	15,5
Banques	33 784	35 127	75 583	77 227	76 628	4,2
Assurances	95 853	105 445	109 158	114 233	113 724	6,2
Transports et communications	43 761	45 191	40 894	55 532	54 218	3,0
Autres services	89 539	107 047	110 786	109 859	108 652	5,9
<b>Total</b>	<b>1 611 945</b>	<b>1 640 957</b>	<b>1 763 022</b>	<b>1 724 777</b>	<b>1 826 738</b>	<b>100,0</b>

1 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

r Chiffres révisés  
p Chiffres provisoires

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Capital social</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>					
UE <sup>2</sup>	4 454	13 657	17 828	5 544	5 686
AELE	-123	104	-1 186	81	-109
Europe centrale et orientale	766	570	547	598	1 328
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	385	298	5 732	-957	368
Amérique du Nord	1 188	4 812	25 383	10 598	14 283
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	317	676	530	-26	-36
<b>Economies émergentes</b>					
Asie <sup>5</sup>	3 861	1 619	458	-299	516
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	1 465	781	475	-248	196
<b>Pays en développement</b>					
Asie	465	288	377	387	14
Amérique centrale et du Sud	4 146	999	5 851	6 168	2 341
Afrique	24	30	17	149	57
<b>Ensemble des pays</b>	<b>16 949</b>	<b>23 835</b>	<b>56 012</b>	<b>21 995</b>	<b>24 643</b>
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>					
UE <sup>2</sup>	4 182	4 850	5 437	5 217	4 243
AELE	19	250	-20	7	860
Europe centrale et orientale	-244	361	348	862	281
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	-956	374	1 580	-133	-710
Amérique du Nord	2 833	5 380	4 448	-3 262	-8 741
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	311	101	-322	256	-262
<b>Economies émergentes</b>					
Asie <sup>5</sup>	1 794	3 940	1 084	300	391
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	-437	316	643	489	-981
<b>Pays en développement</b>					
Asie	-202	-350	-118	238	-74
Amérique centrale et du Sud	-146	2 760	3 515	94	-3 585
Afrique	49	296	242	-69	-107
<b>Ensemble des pays</b>	<b>7 203</b>	<b>18 280</b>	<b>16 837</b>	<b>3 998</b>	<b>-8 686</b>

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Crédits</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>					
UE <sup>2</sup>	2 957	6 693	3 387	4 846	-4 572
AELE	1 518	2 851	272	871	-2 657
Europe centrale et orientale	11	7	-2	160	39
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	653	242	200	129	102
Amérique du Nord	122	71	-1 358	1 029	405
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	437	3 448	4 401	2 392	-2 305
	217	73	-125	266	-156
<b>Economies émergentes</b>					
Asie <sup>5</sup>	248	-412	-647	488	-387
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	33	-610	-705	226	-191
	215	198	59	262	-197
<b>Pays en développement</b>					
Asie	-147	1 591	-145	-546	813
Amérique centrale et du Sud	178	41	-9	6	26
Afrique	-355	1 583	-133	-560	990
	30	-33	-3	9	-203
<b>Ensemble des pays</b>	<b>3 058</b>	<b>7 872</b>	<b>2 596</b>	<b>4 789</b>	<b>-4 146</b>

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Total</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>					
UE <sup>2</sup>	16 090	38 128	63 693	23 631	12 618
AELE	10 154	21 359	23 537	11 632	7 271
Europe centrale et orientale	-93	362	-1 208	247	791
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	1 175	1 174	1 095	1 589	1 710
Amérique du Nord	-449	744	5 954	-61	63
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	4 458	13 640	34 232	9 728	3 238
	845	850	83	496	-455
<b>Economies émergentes</b>					
Asie <sup>5</sup>	6 932	6 244	2 014	730	-266
Amérique centrale et du Sud <sup>6</sup>	5 689	4 949	838	227	716
	1 243	1 295	1 177	503	-982
<b>Pays en développement</b>					
Asie	4 187	5 614	9 739	6 421	-541
Amérique centrale et du Sud	441	-21	251	631	-35
Afrique	3 645	5 343	9 233	5 702	-254
	102	293	255	89	-253
<b>Ensemble des pays</b>	<b>27 209</b>	<b>49 986</b>	<b>75 446</b>	<b>30 782</b>	<b>11 811</b>

1 Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique, mais sans Guernesey, Jersey et l'île de Man.

3 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

4 Australie, Japon, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud

5 Hong Kong, Corée (Sud), Malaisie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande.

6 Argentine, Brésil, Chili, Mexique.

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires

**Investissements directs suisses à l'étranger**  
**Revenus de capitaux<sup>1,2</sup>, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 1.8

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Industrie</b>	<b>13 006</b>	<b>14 926</b>	<b>21 511</b>	<b>15 728</b>	<b>10 062</b>
Textile et habillement	88	4	-77	-15	114
Chimie et plastique	6 462	7 308	12 298	4 630	3 012
Métallurgie et machines	1 758	877	1 305	1 515	-861
Electronique, énergie, optique et horlogerie	990	1 943	2 475	3 275	3 777
Autres industries et bâtiment	3 708	4 795	5 510	6 324	4 020
<b>Services</b>	<b>13 128</b>	<b>20 005</b>	<b>22 592</b>	<b>15 417</b>	<b>7 429</b>
Commerce	875	1 150	484	1 169	2 198
Sociétés financières et holdings	11 551	12 647	7 022	10 838	11 413
dont en mains étrangères <sup>3</sup>	8 846	8 532	6 774	11 304	10 394
Banques	-2 325	-1 328	5 593	-381	-5 553
Assurances	2 585	7 001	9 129	3 722	678
Transports et communications	39	277	-711	153	-1 008
Autres services	403	259	1 076	-83	-298
<b>Total</b>	<b>26 134</b>	<b>34 931</b>	<b>44 103</b>	<b>31 145</b>	<b>17 491</b>

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

3 Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains étrangères.

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Répartition par pays des importations de capitaux<sup>1,2</sup> en millions de francs**

Tableau 2.1

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>11 763</b>	<b>17 459</b>	<b>31 355</b>	<b>14 602</b>	<b>8 919</b>
<b>UE, dont</b>	<b>5 625</b>	<b>9 224</b>	<b>12 939</b>	<b>11 385</b>	<b>6 622</b>
Belgique	-50	177	226	169	-264
Danemark	27	-52	873	1 840	-108
Allemagne	2 715	2 907	4 022	-1 425	-371
France <sup>3</sup>	-393	615	587	944	2 278
Italie	1 584	476	1 954	299	420
Luxembourg	505	431	2 852	791	-108
Pays-Bas	1 612	-1 183	538	7 505	-194
Autriche	38	114	266	23	104
Suède	75	-1	62	-48	189
Espagne	-113	475	102	50	32
Royaume-Uni <sup>4</sup>	-378	5 238	1 330	1 211	4 726
<b>AELE</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>-26</b>	<b>133</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>5</sup>, dont</b>	<b>12</b>	<b>27</b>	<b>24</b>	<b>60</b>	<b>-963</b>
Turquie	22	23	26	1	20
<b>Amérique du Nord</b>	<b>6 509</b>	<b>9 669</b>	<b>18 443</b>	<b>2 869</b>	<b>3 334</b>
Canada	-55	-189	7 832	-454	193
Etats-Unis	6 564	9 858	10 611	3 323	3 141
<b>Autres pays industrialisés non européens, dont</b>	<b>-383</b>	<b>-1 464</b>	<b>-80</b>	<b>313</b>	<b>-207</b>
Japon	-457	-1 509	-37	278	-253
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>-10</b>	<b>-11</b>	<b>814</b>	<b>181</b>	<b>12</b>
<b>3. Pays en développement</b>	<b>1 211</b>	<b>155</b>	<b>351</b>	<b>162</b>	<b>-127</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>-47</b>	<b>44</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>-221</b>
Israël	36	36	-8	14	-310
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 255</b>	<b>109</b>	<b>322</b>	<b>136</b>	<b>90</b>
<b>Afrique</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>12 963</b>	<b>17 603</b>	<b>32 519</b>	<b>14 945</b>	<b>8 804</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

3 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

4 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

5 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Répartition par pays<sup>1</sup> de l'état à la fin de l'année** en millions de francs

Tableau 2.2

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>1. Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>97 028</b>	<b>119 674</b>	<b>139 338</b>	<b>145 746</b>	<b>169 143</b>	<b>97,5</b>
<b>UE, dont</b>	<b>65 650</b>	<b>75 294</b>	<b>84 274</b>	<b>89 704</b>	<b>99 559</b>	<b>57,4</b>
Belgique	569	778	1 469	1 052	662	0,4
Danemark	329	825	1 941	5 355	5 285	3,0
Allemagne	15 944	17 461	20 212	15 976	15 908	9,2
France <sup>2</sup>	11 891	15 362	13 524	11 364	13 737	7,9
Italie	5 762	5 530	7 014	5 875	6 649	3,8
Luxembourg	4 906	4 857	4 914	7 048	9 709	5,6
Pays-Bas	19 696	21 061	28 445	35 766	36 928	21,3
Autriche	345	550	682	780	764	0,4
Suède	4 089	426	531	416	1 204	0,7
Espagne	162	491	257	524	586	0,3
Royaume-Uni <sup>3</sup>	1 751	7 596	4 825	5 161	7 821	4,5
<b>AELE</b>	<b>17</b>	<b>16</b>	<b>53</b>	<b>40</b>	<b>175</b>	<b>0,1</b>
<b>Reste de l'Europe<sup>4</sup>, dont</b>	<b>333</b>	<b>298</b>	<b>382</b>	<b>1 120</b>	<b>687</b>	<b>0,4</b>
Turquie	128	155	19	22	42	0,0
<b>Amérique du Nord</b>	<b>28 031</b>	<b>41 213</b>	<b>52 171</b>	<b>53 193</b>	<b>67 510</b>	<b>38,9</b>
Canada	197	250	2 265	1 788	1 813	1,0
Etats-Unis	27 834	40 963	49 906	51 405	65 697	37,9
<b>Autres pays industrialisés non européens, dont</b>	<b>2 997</b>	<b>2 853</b>	<b>2 457</b>	<b>1 689</b>	<b>1 213</b>	<b>0,7</b>
Japon	1 973	1 455	1 424	1 637	1 111	0,6
<b>2. Economies émergentes</b>	<b>53</b>	<b>46</b>	<b>533</b>	<b>715</b>	<b>1 231</b>	<b>0,7</b>
<b>3. Pays en développement</b>	<b>2 020</b>	<b>1 842</b>	<b>2 184</b>	<b>2 426</b>	<b>3 081</b>	<b>1,8</b>
<b>Asie, dont</b>	<b>574</b>	<b>996</b>	<b>984</b>	<b>1 058</b>	<b>1 089</b>	<b>0,6</b>
Israël	354	741	711	764	469	0,3
<b>Amérique centrale et du Sud</b>	<b>1 376</b>	<b>776</b>	<b>1 126</b>	<b>1 287</b>	<b>1 906</b>	<b>1,1</b>
<b>Afrique</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>75</b>	<b>82</b>	<b>86</b>	<b>0,0</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>99 101</b>	<b>121 561</b>	<b>142 055</b>	<b>148 887</b>	<b>173 456</b>	<b>100,0</b>

1 La répartition géographique est faite en fonction de la Géonomenclature d'Eurostat.

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

3 Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man.

4 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Importations de capitaux<sup>1</sup>, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 2.3

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Industrie</b>	<b>3 069</b>	<b>2 944</b>	<b>16 380</b>	<b>-1 725</b>	<b>69</b>
Chimie et plastique	3 029	361	3 119	278	-321
Métallurgie et machines	28	-710	7 992	-39	160
Electronique, énergie, optique et horlogerie	-55	2 312	3 239	-2 435	264
Autres industries et bâtiment	69	983	2 030	472	-35
<b>Services</b>	<b>9 894</b>	<b>14 659</b>	<b>16 139</b>	<b>16 670</b>	<b>8 735</b>
Commerce	971	1 750	2 231	572	1 644
Sociétés financières et holdings	5 165	5 520	5 156	5 513	7 811
Banques	2 253	65	2 626	2 545	99
Assurances	1 220	4 707	1 917	1 721	-1 414
Transports et communications	66	1 853	3 552	6 177	-57
Autres services	218	764	656	142	652
<b>Total</b>	<b>12 963</b>	<b>17 603</b>	<b>32 519</b>	<b>14 945</b>	<b>8 804</b>

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Etat à la fin de l'année, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 2.4

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>	Part en %
<b>Industrie</b>	<b>18 906</b>	<b>17 613</b>	<b>25 117</b>	<b>25 350</b>	<b>24 898</b>	<b>14,4</b>
Chimie et plastique	7 816	7 389	7 447	10 307	8 832	5,1
Métallurgie et machines	2 524	851	3 446	3 427	3 722	2,1
Electronique, énergie, optique et horlogerie	6 583	5 528	9 301	7 061	8 135	4,7
Autres industries et bâtiment	1 982	3 845	4 923	4 556	4 210	2,4
<b>Services</b>	<b>80 196</b>	<b>103 948</b>	<b>116 938</b>	<b>123 537</b>	<b>148 558</b>	<b>85,6</b>
Commerce	12 612	15 060	19 939	19 125	19 358	11,2
Sociétés financières et holdings	43 674	56 153	63 536	68 743	93 107	53,7
Banques	16 922	17 798	21 337	23 039	24 064	13,9
Assurances	4 139	8 947	5 528	4 375	3 829	2,2
Transports et communications	545	2 664	3 732	5 516	4 526	2,6
Autres services	2 303	3 327	2 866	2 740	3 674	2,1
<b>Total</b>	<b>99 101</b>	<b>121 561</b>	<b>142 055</b>	<b>148 887</b>	<b>173 456</b>	<b>100,0</b>

1 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

r Chiffres révisés  
p Chiffres provisoires



Importations de capitaux<sup>1</sup> selon le type de capital et par groupes de pays en millions de francs

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Capital social</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>4 026</b>	<b>7 529</b>	<b>18 834</b>	<b>15 612</b>	<b>3 799</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	1 172	5 716	7 460	11 956	4 515
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	11	13	-18	71	10
Amérique du Nord	3 296	3 407	11 544	3 672	-512
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	-454	-1 608	-152	-87	-215
<b>Economies émergentes</b>	<b>-4</b>	<b>0</b>	<b>806</b>	<b>71</b>	<b>0</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>1 071</b>	<b>48</b>	<b>243</b>	<b>117</b>	<b>-302</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>5 093</b>	<b>7 577</b>	<b>19 883</b>	<b>15 799</b>	<b>3 497</b>
<b>Bénéfices réinvestis</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>6 358</b>	<b>9 611</b>	<b>10 831</b>	<b>930</b>	<b>1 458</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	2 997	3 324	4 986	-570	-1 230
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	1	14	41	-11	-1 019
Amérique du Nord	3 289	6 222	5 843	1 537	3 719
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	71	51	-39	-27	-13
<b>Economies émergentes</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>-14</b>	<b>8</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>142</b>	<b>97</b>	<b>145</b>	<b>50</b>	<b>187</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>6 502</b>	<b>9 708</b>	<b>10 985</b>	<b>966</b>	<b>1 653</b>

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Crédits</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>1 379</b>	<b>319</b>	<b>1 689</b>	<b>-1 940</b>	<b>3 663</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	1 456	186	523	-27	3 470
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	0	1	0	0	46
Amérique du Nord	-76	40	1 056	-2 340	127
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	0	93	110	427	21
<b>Economies émergentes</b>	<b>-8</b>	<b>-11</b>	<b>0</b>	<b>125</b>	<b>4</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>-3</b>	<b>11</b>	<b>-37</b>	<b>-4</b>	<b>-11</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>1 368</b>	<b>319</b>	<b>1 651</b>	<b>-1 820</b>	<b>3 655</b>

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Total</b>					
<b>Europe et pays industrialisés non européens</b>	<b>11 763</b>	<b>17 459</b>	<b>31 355</b>	<b>14 602</b>	<b>8 919</b>
UE <sup>2</sup> et AELE	5 625	9 224	12 939	11 385	6 622
Reste de l'Europe <sup>3</sup>	-10	7	1	-19	134
Amérique du Nord	6 531	9 692	18 495	2 922	2 370
Autres pays industrialisés non européens <sup>4</sup>	-383	-1 464	-80	313	-207
<b>Economies émergentes</b>	<b>-10</b>	<b>-11</b>	<b>814</b>	<b>181</b>	<b>12</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>1 211</b>	<b>155</b>	<b>351</b>	<b>162</b>	<b>-127</b>
<b>Ensemble des pays</b>	<b>12 963</b>	<b>17 603</b>	<b>32 519</b>	<b>14 945</b>	<b>8 804</b>

1 Le signe moins (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).

2 Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique, mais sans Guernesey, Jersey et l'île de Man.

3 Depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et l'île de Man, mais sans Monaco.

4 Australie, Japon, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud

r Chiffres révisés

p Chiffres provisoires

**Investissements directs étrangers en Suisse**  
**Revenus de capitaux<sup>1, 2</sup>, par branches et par secteurs** en millions de francs

Tableau 2.6

	1998	1999	2000	2001 <sup>r</sup>	2002 <sup>p</sup>
<b>Industrie</b>	<b>1 618</b>	<b>2 037</b>	<b>4 821</b>	<b>-861</b>	<b>1 152</b>
Chimie et plastique	583	980	1 103	783	-37
Métallurgie et machines	81	-66	300	355	288
Electronique, énergie, optique et horlogerie	740	537	2 784	-2 223	634
Autres industries et bâtiment	215	687	633	225	267
<b>Services</b>	<b>10 056</b>	<b>13 636</b>	<b>12 940</b>	<b>13 692</b>	<b>7 760</b>
Commerce	2 362	2 618	3 039	878	482
Sociétés financières et holdings	6 111	8 640	7 212	11 146	6 885
Banques	1 598	1 949	2 592	1 623	1 539
Assurances	128	247	181	233	-1 068
Transports et communications	-207	-79	-1 164	-506	-348
Autres services	64	260	1 080	318	270
<b>Total</b>	<b>11 674</b>	<b>15 674</b>	<b>17 761</b>	<b>12 831</b>	<b>8 913</b>

1 Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

2 Le signe moins (-) indique une perte.

r Chiffres révisés  
p Chiffres provisoires

